



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE TOURS

**DIRECTION DES ACHATS, DE LA LOGISTIQUE,
DES APPROVISIONNEMENTS, ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**



37044 TOURS CEDEX 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché passé selon un appel d'offres ouvert

(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)



Ce marché comporte une clause environnementale.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 1/22
---------------	--------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

I.	PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
	Article 1. Représentant du pouvoir adjudicateur	5
III.	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	6
	Article 2. Objet du marché	6
	Article 3. Description du marché	6
	3.1. Type de marché	6
	3.2. Procédure de passation	6
	3.3. Forme du marché	6
	3.4. Montant maximum du marché	6
	3.5. Classification CPV	6
	3.6. Décomposition en lots	6
	Article 4. Durée du marché	7
	4.1. Période initiale et reconduction	7
	4.2. Délai d'exécution des prestations	7
	Article 5. Pièces contractuelles	8
IV.	PRIX ET REGLEMENTS	8
	Article 6. Forme des prix	8
	Article 7. Contenu des prix	8
	Article 8. Modalités de révision des prix	8
	8.1. Modalités de la révision	8
	8.2. Périodicité de la révision	9
	8.3. Clause butoir	9
	8.4. Clause de sauvegarde	9
	Article 9. Commandes sur catalogue	10
	Article 10. Avances	10
	Article 11. Retenue de garantie	10
	Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	10
	Article 13. Présentation des demandes de paiement	10
	Article 14. Délai de paiement	11
	Article 15. Titulaire étranger	12
	Article 16. Nantissement et cession de créance	12
V.	EXECUTION	13
	Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	13

Article 18. Ruptures d’approvisionnement	13
18.1. Ruptures ponctuelles d’un produit	13
18.2. Arrêt ou rupture définitive d’un produit	13
Article 19. Modalités d’émission des bons de commandes	14
Article 20. Livraison des fournitures	14
Article 21. Vérifications quantitatives et qualitatives	16
21.1. Vérifications quantitatives	16
21.2. Vérifications qualitatives	16
21.3. Décisions du pouvoir adjudicateur	16
Article 22. Propriété intellectuelle	16
Article 23. Garantie	16
Article 24. Exécution complémentaire	17
Article 25. Sous-traitance	17
Article 26. Changements affectant le titulaire	17
Article 27. Assurance	18
Article 28. Discrétion et confidentialité	18
Article 29. Clause environnementale	18
VI. CONDITIONS D’EXECUTION PROPRES AUX PRODUITS DE SANTE	19
Article 30. Délai de péremption	19
Article 31. Gestion des unités gratuites	19
Article 32. Clause de reprise	19
VII. DIFFERENDS ET LITIGES	20
Article 33. Pénalités	20
33.1. Généralités	20
33.2. Pénalités pour mauvaise exécution	20
33.3. Pénalités sur autres litiges d’exécution	20
33.4. Cumul	20
Article 34. Résiliation du marché	21
34.1. Motifs de résiliation	21
34.2. Indemnité de résiliation	21
Article 35. Exécution aux frais et risques du titulaire	21
35.1. En cas de rupture d’approvisionnement en cours d’exécution du marché	21
35.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	22
Article 36. Droit applicable et tribunal compétent	22
VIII. DEROGATIONS AU CCAG	22

I. PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1^{er} janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours,
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Représentant du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de TOURS**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Floriane RIVIERE, Directrice Générale du CHRU de TOURS**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Assistante Achats : **Madame Magalie PELETTE**
Etablissement : **CHRU de Tours – Hôpital Trousseau**
Service : **Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Ecologique**
Téléphone : **02.34.37.89.86**
Courrier électronique : m.pelette@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **Madame Stéphanie PROVOT (Pharmacien)**
Etablissement : **CHRU de Tours – Hôpital Clocheville**
Téléphone : **02.47.47.90.83**
Courrier électronique : s.provot@chu-tours.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de pansements, de dispositifs de contention et d'immobilisation, au CHRU de Tours.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

3.3. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4. Montant maximum du marché

Les quantités sont **sans minimum contractuel, et avec un maximum contractuel qui pourra varier à plus 100% de la quantité cible annoncée selon les besoins de l'établissement**, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

3.5. Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 33.14.11.10-4 (Pansements).

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 5 lots. Le détail de l'allotissement est précisé dans l'annexe 1 du CCTP.

Les quantités indiquées dans le CCTP sont les quantités cibles prévues pour la durée des marchés, périodes de reconduction incluses, et figurent dans le détail de l'allotissement.

Les quantités sont **sans minimum contractuel, et avec un maximum contractuel qui pourra varier à plus 100% de la quantité cible annoncée selon les besoins du CHRU de Tours**, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, le soumissionnaire est autorisé à proposer toutes les références relevant de la gamme du produit alloti au titre de l'offre de base sous réserve que ces références ne fassent pas l'objet d'un lot spécifique et qu'elles ne dérogent pas au chapitre I du CCTP, qui correspond aux exigences minimales requises.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même soumissionnaire dans le cadre d'un contrat unique.

Le soumissionnaire peut présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 43 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de notification.

La durée initiale du marché est de 19 mois.

Le marché pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 30/09/2029.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Délai de livraison normal	7 jours
Délai de livraison urgent	24 heures

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires,
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes,
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- 5- l'offre technique du titulaire,
- 6- les spécimens.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le BPU précise si les frais de port et d'emballage sont compris.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1. Modalités de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de décembre 2025. Ce mois est appelé mois zéro (M_0).

Les prix sont fermes de la date de notification au 30/09/2028.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 8/22
---------------	--------------------	-----------

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$$

P_n = prix révisé HT

P_0 = prix initial HT

I_n = valeur du dernier indice publiée à la date de la révision

I_0 = valeur du dernier indice connue au mois M_0 de remise des offres.

L'indice de référence est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire : [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire | Insee](#)

8.2. Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 1 fois sur la durée du marché, au 01/10/2028.

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 01/08/2028 à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS – Hôpital Trousseau
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Écologique
Madame Magalie PELETTE
2, boulevard Tonnellé
37044 TOURS Cedex 9

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2 %, le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le titulaire.

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 3 %.

Prix des dispositifs médicaux dont les prix sont fixés par le CEPS

Si le CEPS est amené à effectuer une baisse ou une création du tarif, l'offre du titulaire sera révisée à la baisse. Ceci concerne notamment les dispositifs inscrits à la liste LPPR (article L.162-22-7 et L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale) pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation et/ou susceptibles d'être inscrits sur cette même liste et/ou modifiés en cours d'exécution des marchés. Ces tarifs ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix publié au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 9/22
---------------	--------------------	-----------

En cas d'augmentation du tarif, l'offre du titulaire, dès lors qu'elle est inférieure au tarif en vigueur, restera le prix de référence.

Si le produit est retiré de cette liste, le prix du marché sera maintenu ou révisé à la baisse.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Sans objet

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 10/22
---------------	--------------------	------------

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- lieu de livraison ;
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Les fournisseurs de l'Union Européenne devront en outre préciser les informations suivantes sur la facture ou sur un document annexe qui sera joint à la facture :

- code nomenclature (code propre au service douanier),
- unités supplémentaires : Unités de mesure de la quantité autres que le kilogramme (paire, mètre, litre...), sans décimales,
- masse nette du produit en kg : Masse de la marchandise dépouillée de tous ses emballages, exprimée en kilogrammes, sans décimales,
- pays de provenance (obligatoirement de l'UE),
- pays d'origine : correspondant aux pays d'où sont originaires les biens, c'est-à-dire où ils ont été entièrement obtenus,
- mode de transport (air / terre /mer...).

L'absence des informations demandées entrainera la mise en litige des factures.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : PHARM)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 11/22
---------------	--------------------	------------

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son matériel durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce nouveau produit au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

18.1. Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation à l'établissement concerné dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande.

Il le propose à l'établissement concerné et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le pharmacien référent donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord de l'établissement concerné et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2. Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose à l'établissement concerné un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande correspondant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 13/22
---------------	--------------------	------------

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que l'établissement concerné puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord de l'établissement concerné, le CHRU de Tours rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un pharmacien ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours et émaneront de la pharmacie.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer,
- ✓ la date de livraison,
- ✓ les lieux de livraison,
- ✓ le montant du bon de commande,
- ✓ la référence du marché,
- ✓ le numéro de la commande,
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation,
- ✓ le prix net unitaire HT.

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande pour les consommables, et le numéro de marché pour les matériels, équipements, accessoires et pièces détachées.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

Livraison à la Pharmacie :

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 14/22
---------------	--------------------	------------

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Les livraisons doivent parvenir du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et le samedi sur demande exceptionnelle du CHRU de Tours.

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS - Site de Trousseau
Magasin du Logipôle
Avenue de la République
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Si des palettes sont utilisées, ces palettes seront de préférence en matériaux imputrescibles, type plastique.

Si les palettes utilisées sont en bois, elles doivent être obligatoirement « Europe » :

- de dimensions 80 cm x 120 cm

- estampillées « EUR » ou « EPAL » et répondant aux normes Assurance Qualité Ferroviaire AQF 335. La livraison est réalisée par camions munis de hayon.

Le CHRU de Tours s'engage à échanger, au moment de la livraison, autant de palettes « Européennes » qu'il lui en aura été livré en bon état. Le nombre de palettes échangé sera consigné sur le document de transport du transporteur. Aucune palette « Europe » endommagée ne sera échangée.

La hauteur maximale ne devra pas excéder 140 cm. Le poids ne pourra excéder 1000 kg.

Dans le cadre où le produit porte un numéro de lot, le candidat devra livrer en palette mono-lot ; à défaut, le numéro de lot devra être lisible, en clair et sous forme de code à barres, sur chaque conditionnement. Dans le cas où le produit comporte un numéro de lot et une date limite de consommation, ils devront être renseignés sur les bons de livraison.

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme et en plus des pénalités prévues au marché, le CHRU de Tours se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au titulaire les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 15/22
---------------	--------------------	------------

ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

21.1. Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

21.2. Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

21.3. Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 23. GARANTIE

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires particulières, les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil.

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception ou pendant le délai défini par les autorités sanitaires après implantation pour les DMI.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 16/22
---------------	--------------------	------------

Défaut de fabrication/Rappel de lot :

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot, le CHRU de Tours est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés notamment par le coût éventuel de l'implantation du DMI calculé sur la base des tarifs en vigueur des GHS concernés et celui du DMI devant être ré-implanté.

ARTICLE 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

ARTICLE 26. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE**Restructuration de société**

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- ses coordonnées bancaires

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Transfert de commercialisation ou distribution d'un produit objet du marché

Dans le cas où, en raison d'un accord exclusif, la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur sans changement du ou des produits référencés dans le marché, celui-ci pourra être cédé au titulaire de l'accord.

Un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier ni un changement d'équipement ou de produit ni une modification des prix du marché.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 17/22
---------------	--------------------	------------

La signature de l'avenant sera conditionnée à la remise, par l'ancien titulaire, de l'accord qui lui transfère exclusivement la distribution du ou des produits objet du présent marché.

Dans le cas susvisé, le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de l'avenant établissant le changement de titulaire.

ARTICLE 27. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

Une convention de mise à disposition est signée par le CHRU de Tours et le titulaire. Ce dernier s'engage à fournir l'attestation d'assurance associée à chaque équipement mis à disposition.

ARTICLE 28. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 29. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les emballages et les modalités de transport font l'objet d'une attention particulière en matière de respect de l'environnement.

Afin de réduire l'impact sur l'environnement du CHRU de Tours, le volume d'emballage utilisé sera limité en supprimant les emballages superflus, dans la mesure où cela n'affecte pas la qualité du produit.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 18/22
---------------	--------------------	------------

VI. CONDITIONS D'EXECUTION PROPRES AUX PRODUITS DE SANTE

ARTICLE 30. DELAI DE PEREMPTION

Le délai de péremption des articles livrés devra être compatible avec les modalités de gestion de ces articles. La durée de validité des produits devra être :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à 1 an,
- d'au moins 1 an pour les autres.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du pharmacien référent de l'établissement concerné.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article pourra être retournée au fournisseur à ses frais.

ARTICLE 31. GESTION DES UNITES GRATUITES

Dans le cas de remises externes consenties sous forme d'unités gratuites (UG), le titulaire devra définir en lien avec le CHRU de Tours en début d'exécution des marchés :

- la périodicité de traitement des UG : à la commande, par mois, par trimestre (de préférence) ou autre périodicité,
- les références les plus consommées éligibles à l'octroi d'unités,
- la date d'envoi des UG.

A cet effet, le CHRU de Tours transmettra au titulaire les coordonnées des personnes en charge de la gestion des UG.

ARTICLE 32. CLAUSE DE REPRISE

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande du CHRU de Tours, sont à la charge de celui-ci.

En cas de retour pour non-conformité lié à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la pharmacovigilance/matériorvigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 19/22
---------------	--------------------	------------

VII. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 33. PENALITES

33.1. Généralités

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Où :

- ✓ P désigne le montant des pénalités
- ✓ V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés
- ✓ R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

Si la date de livraison ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Le CHRU de Tours se réserve le **droit de refuser cette nouvelle date de livraison.**

33.2 Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

33.3 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

33.4. Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 20/22
---------------	--------------------	------------

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 34. RESILIATION DU MARCHE

34.1. Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au(x) marché(s)

- lorsque le prix marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour la liste des produits et prestations mentionnés aux articles L. 162-22-7 et L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation.
- si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle de la pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

34.2. Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 35. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

35.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-052	Page 21/22
---------------	--------------------	------------

35.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 36. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VIII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon de commande à la date d'envoi
Article 33	Article 14	Pénalités
Article 34.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 34.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 35	Article 45	Exécution aux frais et risques